

BOUALEM M'RAKACH CONTESTÉ PAR SES PAIRS

Rififi chez la CAP

La crise s'est installée au sein de la Confédération algérienne du patronat (CAP). Le bras de fer engagé entre l'actuel président M. Boualem M'rakach et son rival Sensari Abdenour est désormais entre les mains de la justice. Hier, une conférence de presse, que le «nouveau» patron de la CAP voulait organiser, a été empêchée par l'actuel président. La guerre est désormais totale entre les deux «responsables» de la CAP.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - M. Boualem M'rakach qui se trouve à la tête de la CAP depuis une quinzaine d'années est «fortement» contesté par ses anciens compagnons. Ces derniers et en date du 22 avril dernier ont organisé une assemblée générale ordinaire lors de laquelle, «il a été procédé à l'élection de M. Sensari Abdenour en sa qualité

de président de la confédération algérienne du patronat». Cette élection, selon un procès verbal établi par un huissier de justice, en l'occurrence M^e Himeur Fatiha, «une assemblée générale de la CAP s'est tenue le 22 avril 2015 à l'hôtel El Aurrassi et lors de laquelle, la douzaine de personnes présentes ont procédé à l'élection d'un nouveau bureau exécutif de la CAP».

Les opposants à M. Boualem M'rakach lui reprochent d'avoir «dévié l'organisation de ses objectifs, à savoir la non-présentation des rapports financiers et moraux tel que défini par le statut de l'organisation, l'inexistence d'un commissaire aux comptes, mauvaise gestion, confusion dans la comptabilité etc.».

Les griefs retenus contre le président de la CAP ont poussé les membres de son bureau exécutif à lui retirer leur confiance conformément «au règlement intérieur et statut de l'organisation».

Contacté pour donner son avis sur cette affaire, M. Boualem M'rakach dira que «les personnes concernées ont fait dans le faux et usage de faux et dans la manipulation. Ils ont agi comme une mafia». Et d'ajouter : «Ces

personnes au nombre de huit ont été exclues de notre organisation d'une manière légale en date du 23 septembre 2013 pour faute grave et l'Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue en mars 2014 à l'hôtel Hilton a confirmé cette exclusion. Aujourd'hui, elles reviennent à la charge. On ne sait pas par quelle forme et qui les a autorisées juridiquement parlant à organiser une réunion pour constituer un bureau parallèle à celui qui a été élu légitimement en 2014».

Le président actuel de la CAP compte organiser dans les prochains jours une conférence pour faire expliquer les dessous de cette affaire.

Pour rappel, le président contesté de la CAP avait été réélu à la tête de cette organisation patronale en mars 2014. Elu au suffrage universel, dont

le taux des participants a été évalué à 96% de la composante de la CAP, Boualem M'rakach a soutenu, en marge de cette rencontre, que «l'application des mesures qui ont été proposées par la CAP lors de la dernière tripartite devra améliorer le classement de l'Algérie au moins à la 70^e place», selon M'rakach, qui a déploré la dégradation du climat des affaires du pays à l'échelle internationale.

Sans surprise, appuyé par les représentants des 15 fédérations qui compte la CAP à travers les 48 wilayas, le président de la CAP n'a pas manqué de tirer à boulets rouges sur le gouvernement qui tarde à appliquer les mesures qui ont été mises sur la table des négociations.

A. B.

3^e JOUR DE GRÈVE DU TRAMWAY D'ALGER

La colère des usagers

La grève des fonctionnaires du tramway entamait hier sa troisième journée consécutive.

Le mouvement de grève initié par les travailleurs de la Société d'exploitation du tramway (Setram) est en service minimum et guichet fermé au niveau de l'ensemble des stations d'Alger. Un agent, seul à la station du 5-Juillet à Bab Ezzouar à la recherche d'un coin d'ombre, nous a déclaré que «le service minimum est assuré et que les guichets sont fermés à cause de la grève» .

Un autre agent rencontré au tramway des Fusillés (Ruisseau) nous a expliqué que la cause principale de cette grève est la régularisation du salaire. «Nous sommes payés pour notre travail de façon forfaitaire, nous ne disposons pas d'une grille de salaire et cette dernière est essentielle afin de définir notre rendement», fera-t-il remarquer.

Les responsables chargés de la communication de la Setram se sont refusé à toute déclaration se contentant juste de dire qu'un communiqué sera envoyé aux médias dans les «heures à venir». Sur les quais des personnes se sont

plaintes du fait qu'elles étaient en attente depuis plusieurs longues minutes sous une chaleur impitoyable sans aucune information sur l'état du trafic. Devant cette situation, les usagers du tramway ont préféré emprunter d'autres moyens de transport afin d'arriver à destination, essentiellement le travail ou les rendez-vous urgents.

Fonctionnaires dans leur majorité, ces usa-

gers ont exprimé leur mécontentement au sujet de ces grèves répétitives surtout un mois de Ramadhan et en période de canicules.

En outre, ils sont pénalisés en arrivant en retard au travail. Au niveau de la station terminus des Fusillés, c'est également le service minimum. Les usagers expriment leur mécontentement, car après un long moment d'attente, le

tramway est bondé et ce, dès le départ. «Les jeunes peuvent à la limite supporter mais qu'en est-il des personnes âgées et des malades ?» se demande ce père de famille, ne cachant pas sa colère. Une situation qui ne manque pas de faire des heureux chez d'autres transporteurs. Les taxis, notamment.

Nadia Medjdoub

Oran rejoint la grève des traminots

Depuis hier, les travailleurs de la Société d'exploitation des tramways (Setram) de la wilaya d'Oran ont rejoint la grève enclenchée depuis le 4 juillet par leurs collègues d'Alger.

Pour rappel, le lendemain le 5 juillet, les travailleurs du tram d'Oran avaient entamé une grève, mais vite suspendue en raison, nous confient-ils, de menace de suspension.

À Oran les travailleurs avaient déjà enclenché un mouvement de grève le 1^{er} mai passé et qui avait duré près de 17 jours. Deux employés, des syndicalistes, ont, depuis, été licenciés.

De son côté, l'inspection de travail après avoir adressé une mise en demeure à la direction de la Setram pour licenciement abusif, lui accordant un délai de 8 jours pour réintégrer les deux syndicalistes, ce qui n'a

pas été le cas, a par la suite fait état de l'infraction en date du 2 juillet et du 6 juillet, l'inspection a déposé une plainte auprès du procureur général d'Es Senia. Les travailleurs grévistes d'Oran vont suivre la grève en coordination avec ceux d'Alger et de Constantine.

La durée de la grève n'a pas été déterminée et dépendra nous dit-on des négociations, qui se veulent cette fois-ci concrètes, loin des promesses non tenues sous condition de reprendre, puis négocier.

Nous apprenons qu'une rencontre entre les représentants des trois traminots aura lieu ces jours-ci pour une meilleure organisation et gestion de la grève, mais surtout pour aboutir à de meilleures conditions de travail et de respect de la législation algérienne.

Amel Bentolba

FACE À L'ACUITÉ DE LA CRISE QUI SE PROFILE

Une autre politique économique est nécessaire, estime le club CARE

Face à l'acuité de la crise qui se profile, la nécessité d'une autre politique économique s'impose, selon le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), le consensus étant de mise ainsi que la concertation même si celle-ci fait défaut dans l'élaboration de la LFC 2015.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Avec des recettes totales de plus de 5 000 milliards de dinars et des dépenses globales de l'ordre de 7 000 milliards de dinars, le déficit budgétaire devrait avoisiner les 2 000 milliards de dinars, s'aggravant de 51% en 2015 par rapport à l'année précédente.

C'est ce que relevait hier l'expert économiste Mouloud Hedir, lors d'une conférence organisée sous l'égide du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), en se basant sur des données gouvernementales.

Pour couvrir ce déficit, cet économiste observe que l'exécutif devra recourir à 43% des disponibilités du Fonds de régulation des recettes (FRR). Or, des disponibilités qui risquent de s'épuiser d'ici 2017, estime-t-il.

Avec un déficit commercial estimé à plus de 15,3 milliards de dollars, en baisse de 38%, et un déficit de la balance des services de plus de 6 milliards de dollars, voire de 15 milliards de dollars en comptant les transferts, l'on relève que la balance globale des paiements devrait afficher

un déficit de 30 milliards de dollars en cette année.

Des chiffres révélateurs, assez préoccupants, constate cet expert, concernant notamment la baisse de la fiscalité pétrolière (-33%) et la réduction sensible des dépenses d'équipements (-27%).

Le risque d'un mouvement récessif, d'une austérité plane ainsi, impactant sur le système de transferts sociaux, assez généreux mais largement inefficaces et sur l'activité économique. Certes, l'Algérie dispose d'une certaine marge de manœuvre, un répit de trois ans en prenant en compte les réserves de change, note Mouloud Hedir.

Pour autant, la question est de savoir «ce qu'on va faire durant ces trois ans», s'interroge-t-il, en vue de parer à l'acuité de la crise qui se profile et d'assurer les conditions idoines de développement socioéconomique, de création de richesses et génération de croissance. D'où l'opportunité d'une autre politique économique, considère cet expert du club Care qui

avancera ainsi cinq pistes d'action, des pistes sur lesquelles le consensus existe même auprès de l'exécutif, concèdera-t-il.

Il s'agit ainsi de la nécessité de trouver d'autres modes de financement du développement notamment infrastructurel hors concours budgétaires, le recours à l'endettement extérieur ne devant pas constituer un tabou selon le président de Care, Slim Othmani.

Il sera également question d'opérer un changement dans la politique des subventions d'une manière «graduelle», selon Mouloud Hedir, en évitant «tout clash» et en commençant par la question du prix du carburant. Mais aussi de repenser l'attractivité du pays aux investissements directs étrangers (IDE), de développer la cohérence dans le domaine du commerce extérieur et de concrétiser réellement l'amélioration du climat d'affaires.

Outre l'opportunité selon le président de Care de mettre en œuvre la privatisation, le secteur public pâtissant d'un déficit managérial et en termes d'appareils de production. Le contexte est certes à l'«alerte» mais «l'espoir existe», observera Slim Othmani, rétif à tout pessimisme et qui considère l'opportunité d'«avancer» à charge cependant d'«être créatif». Mais aussi de stimuler la

confiance, la concertation entre tous les acteurs de l'activité économique, relèvera le président de Care qui observe néanmoins l'absence d'une vision économique et «un pilotage à vue» dans ce domaine.

Or, l'esprit de concertation a fait défaut, notera Slim Othmani, concernant l'élaboration de la loi de finances complémentaire pour 2015 et dont la finalisation tarde en raison de divergence d'approches.

Un projet de LFC qui aurait pu offrir au gouvernement une opportunité que ce dernier semble avoir de la peine à saisir, considère-t-on au Care. De fait, l'association observe que les quelques mesures annoncées jusque-là sont manifestement en net décalage par rapport aux vrais enjeux et ne permettent pas de créer le choc salutaire du changement espéré.

Sur un autre plan, le président de Care relèvera l'utilité de réintroduire le chèque en tant que moyen de paiement. Toutefois, la nécessité d'une «clarification» se pose concernant l'application au niveau de la chaîne de production et distribution de l'obligation de paiement par chèque des transactions de plus de 1 million de dinars.

En outre, Slim Othmani prônera davantage de réactivité, créativité au niveau du secteur bancaire.

C. B.

SITES DE LOISIRS

Seize projets de marinas pour l'Algérie

Seize projets de marinas devront voir le jour dans les différentes wilayas du pays. C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre de l'Urbanisme, du Tourisme et de l'Artisanat. Ces projets, souligne Amar Ghoul, seront réalisés sur l'ensemble du littoral algérien.

Le but, dit-il, étant de renforcer et de booster le tourisme de plaisance à travers des sites d'attraction et de loisirs. Deux projets sont déjà inscrits pour Alger dont l'un est lancé et l'autre en étude de faisabilité et un troisième à Oran, a indiqué Ghoul qui était en visite d'inspection dans la capitale.

Le ministre du Tourisme a visité la marina de la baie d'Alger du groupe SPA Dahli.

Le projet d'une estimation de 12 milliards de dinars répartis sur 25 hectares sera livré dans 24 mois.

D'une capacité pouvant accueillir jusqu'à 300 clients, la marina, la plus grande en Afrique du Nord, va compter 705 bateaux, une école de voile et différentes attractions.

Amar Ghoul a visité aussi le projet de la marina de oued El Harrach, en étude de faisabilité. Selon lui «la marina de oued El Harrach sera un port de plaisance d'excellence ouvert à toutes les familles algérienne moyennes».

S. A.